

Entreprise :

Adresse :

 DEMANDE D'AUTORISATION CONCORDATAIRE RENOUELEMENT QUADRIENNAL D'AUTORISATION CONCORDATAIRE***

Concerné un(e) :

 agent(e) de sécurité chef(fe) de succursale

***Carte à renouveler no : GE-

***Carte échue le :

Nom(s) :	Prénom :	(M)
Date de naissance :	Lieu de naissance :	/
Noms subséquents :	État civil :	
Commune d'origine /canton ou pays: /	Autre profession :	
Domicile principal : (NPA - Localité / Canton / pays) /	Domicile principal précédent : (NPA - Localité / Canton / pays) /	
Adresse:	Période : de à	
Depuis le :	Autres domiciles principaux durant les 10 dernières années : voir au verso ou liste annexe <input type="checkbox"/>	
No tél privé :	No tél portable :	
Autorisation concordataire antérieure ou existante (canton et no de carte)		
Autorisation limitée - préciser l'événement ou la manifestation : et la période, soit du au		

ANNEXES A LA DEMANDE

Toutes les pièces produites en annexe à la demande doivent dater de **moins de trois mois**

<input type="checkbox"/> *** carte concordataire à renouveler, jointe
<input type="checkbox"/> copie d'une pièce d'identité + <u>pour les étrangers</u> , de l'autorisation de séjour ou du permis d'établissement
<input type="checkbox"/> attestation de domicile (principal)
<input type="checkbox"/> deux photographies en couleurs, récentes et coupées au format passeport 3,5 x 4,5 cm
<input type="checkbox"/> attestation de l'autorité de protection de l'adulte (exercice des droits civils, curatelle, priv. de liberté) (pièce originale) (♣)
<input type="checkbox"/> attestation(s) détaillée(s) de(s) l'Office(s) des poursuites et des faillites (pièce originale) (♣)
<input type="checkbox"/> casier judiciaire suisse (pièce originale), pour toutes les demandes
<input type="checkbox"/> copies des éventuelles décisions pénales rendues concernant l'intéressé
<input type="checkbox"/> autres

(♣) ou une pièce étrangère équivalente

Lieu et date : , le	
Par sa signature le candidat consent à ce que l'autorité concordataire fasse état, si nécessaire, durant la procédure et/ou dans la décision, de données ressortant des dossiers de police et à ce qu'elle prenne à son sujet des renseignements médicaux, administratifs et notamment judiciaires, y compris la juridiction pénale des mineurs.	Timbre de l'entreprise et signature du titulaire de l'autorisation d'exploiter (art. 8) ou de l'employeur (art. 5) :
Signature du candidat :	

Poi cant GE- SAEA, kts – juin 2015

Pour les frontaliers :

1. Extrait de l'acte de naissance intégral